

## Réponse de SFR

Consultation publique sur l'amélioration de l'information apportée aux utilisateurs et  
projet de décision modifiant la décision n° 2016-1678

Du 19 mars au 10 avril 2024

**1. Concernant la date et les modalités d'entrée en vigueur**

L'ARCEP fixe un délai d'entrée en vigueur de 3 mois à compter de la publication de la décision. SFR demande un **délai plus long, qui soit de 6 mois**, pour permettre la prise en compte des évolutions. D'ailleurs, un délai de 6 mois serait davantage en cohérence avec le délai de 9 mois qui est accordé aux territoires ultramarins par la même décision.

L'ARCEP ajoute que « *Les opérateurs soumis à la présente décision sont tenus de publier les premières cartes de couverture conformes aux nouvelles modalités définies en annexes de la présente décision et de transmettre les informations correspondantes à l'Arcep au plus tard une semaine à compter de sa date d'entrée en vigueur. Les premières informations relatives à la couverture des services mobiles ainsi transmises et publiées devront porter sur le dernier trimestre échu un mois avant la date de leur publication et transmission.* » D'après la lecture de SFR, cette formulation implique la production d'un dossier cartographique supplémentaire (intégrant les évolutions) une semaine après la date d'entrée en vigueur pour le trimestre échu. SFR demande que la première transmission du dossier cartographique intégrant les évolutions ne concerne pas un dossier cartographique déjà transmis pour un trimestre échu mais **s'applique uniquement pour le trimestre à échoir juste après l'entrée en vigueur de la décision.**

**2. Concernant les terminaux neufs**

L'ARCEP précise que « *la mention au recours aux terminaux neufs dans le cadre du protocole de vérification de la fiabilité des cartes de couverture [...] est supprimée* ». Or, SFR estime que cette suppression doit s'accompagner de **garanties sur un fonctionnement conforme des terminaux mobiles utilisés pour les tests réalisés par l'ARCEP**, ce que ne prévoit pas le projet de décision. Ces garanties devraient, en outre, faire l'objet d'un accord avec les opérateurs.

**3. Concernant le contenu des cartes de couverture pour la 3G**

L'annexe 1 du projet de décision prévoit le contenu des cartes de couverture au point 2.2. Concernant la 3G, en cas d'absence de couverture, le message à faire figure en légende sur la carte est le suivant : « *il est très improbable que vous puissiez utiliser des données mobiles, que cela soit à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments* ». SFR rappelle que, du fait des récents durcissement des critères de fiabilité (98%) qui sont particulièrement élevés, les opérateurs **n'affichent pas de couverture dès qu'il y a un**

**doute ou des situations limites.** Il n'est donc pas « *très improbable* » de capter un signal dans une zone qui ne serait pas affichée comme couverte. A minima, la **mention « *peu probable* » semble plus adaptée.**

**4. Concernant les modalités de vérification de la carte de « bonne couverture » ou de « très bonne couverture »**

L'annexe 3 du projet de décision précise le protocole de mesures. Pour les cartes de « bonne couverture », il est notamment précisé « *qu'un filtre atténuateur de gain -10 dB doit être utilisé avec le terminal, dans le but de simuler des conditions d'usage moins favorables* ». SFR souhaite préciser que, s'agissant de phénomènes non-linéaires, le filtre atténuateur de gain -10dB doit être **calibré en limite de couverture et non en champ fort**. L'atténuation de 10dB doit donc être obtenue au niveau de champ en limite de couverture pour la technologie considérée.

Les **mêmes remarques s'appliquent pour les cartes de « très bonne couverture »**, pour lesquelles il est précisé « *qu'un filtre atténuateur de gain -20 dB doit être utilisé avec le terminal, dans le but de simuler des conditions d'usage encore moins favorables* ».